

Paris, le 21 juillet 1799, au 5 de la liberté batave.

R. J. SCHIMMELPENNINCK,

Ambassadeur extraordinaire & Ministre Plénipotentiaire de la République Batave,

Au citoyen Ministre des Relations Extérieures.

CITOYEN MINISTRE,

J'ai reçu de mon gouvernement l'ordre de soumettre au directoire français les réflexions suivantes. Les nouveaux efforts du despotisme contre les gouvernements représentatifs; le sentiment du devoir et de la nécessité même qui en résulte pour les républiques alliées de resserrer plus étroitement que jamais les nœuds qui doivent les lier pour le salut de la cause commune, ont prescrit cette communication franche et amicale; ce développement de principes salutaires et conservateurs, à des républicains enflammés de l'amour de leur patrie, et uniquement dirigés par le sentiment de ce qu'ils doivent au peuple qui leur a confié ses plus chers intérêts.

Depuis un an, la constitution batave est en activité. Le corps législatif, le directoire, les tribunaux, les administrations départementales, enfin toutes les autorités généralement composées des hommes les plus remarquables par le patriotisme et les lumières, s'efforcent d'assurer la marche de cette constitution; et de procurer à leurs concitoyens tout le bonheur qu'elle leur promet. L'immense majorité du peuple batave, attachée par sentiment aux loix qu'il s'est données, pénétrée d'une généreuse estime pour les magistrats honorés de son choix, seconde de touses moyens, de toute la force de sa volonté, les pénibles travaux de ses délégués. Ce touchant accord de la nation et de ses mandataires offroit aux philosophes, aux amis de l'humanité, l'espoir consolateur de prouver bientôt, par un éloquent exemple, l'excellence de la démocratie tempérée, et de constater par des faits que l'exécution pratique de ce système est aussi facile, aussi simple que la conception de sa théorie est imposante et sublime. Mais cet exemple d'une république heureuse sans patriarcat et sans privilèges, exerçant avec dignité les droits de sa souveraineté, étoit trop séduisant pour les peuples, trop inquiétant pour les rois. L'Angleterre en redouta la puissance, et jusqu'ici son artificieuse et criminelle politique a tout tenté pour en affaiblir l'effet, en empêcher les résultats.

Le cabinet de Saint-James a vu avec effroi la chute du stathouderat, qu'il regardoit avec raison comme le puissant moteur de l'active et maligne influence qu'il exerça toujours en Hollande; pour y paralyser ce que le patriotisme et l'industrie pouvoient concevoir de grand ou d'utile. Aussi ce cabinet a-t-il calculé les suites funestes qu'auroit pour le commerce britannique l'alliance des Bataves avec la république française. Ses menaces, ses armes n'ayant pu s'opposer à cette alliance, il a voulu en étouffer les bienfaits. La force devenant inutile à l'accomplissement de ses projets, il s'est établi le bouquier de l'intrigue et par des manœuvres ténébreuses, des combinaisons machiavéliques, il a cherché à jeter de la défiance entre les deux peuples, à refroidir entre eux les sentimens d'une mutuelle bienveillance, à les diviser et à les aigrir.

C'est ainsi que d'un côté, pour aliéner les Bataves, les émissaires masqués de ce cabinet répandaient avec autant d'affectation que d'insolence, que le gouvernement français ne veut avoir autour de lui que des républiques tributaires, des esclaves plutôt que des alliés, des peuples fastueusement décorés du titre de souverains, géographiquement indépendans, mais politiquement enchaînés; et qu'enfin, à la paix, la Hollande morcelée dans ses parties, et livrée au joug de l'étranger, ne laissera en Europe que le souvenir de son nom et de ses vertus !.....

C'est ainsi qu'en France, les apôtres déguisés de la tyrannie essaient de surprendre la religion du directoire; de lui inspirer des craintes sur la fidélité des Bataves; d'élever des doutes sur leur patriotisme; de mettre en problème leur passion connue pour le système républicain, et de convertir en fournisseurs de l'Angleterre, en acapareurs pour le compte de l'Angleterre, en partisans de l'Angleterre, les implacables ennemis du gouvernement britannique, les éternels rivaux de ce farouche dominateur des mers !.....

Eh ! quels sont de part et d'autre les organes de ces horribles blasphèmes ? Des hommes honteusement fameux par les plus coupables excès; des hommes qui, ayant secoué le frein des loix et renoncé à toute morale, à toute idée d'organisation sociale, s'érigent en patriotes exclusifs, en défenseurs privilégiés de la liberté, et qui, sous ces titres pompeux, voudraient tout asservir à leurs despotisme et à leurs fureurs. Ce sont ces hommes qui, s'établissant en dispensateurs de renommée, signalant comme un stathoudérien le citoyen qui obéit aux loix; comme un tyran, le fonctionnaire fidèle à ses devoirs; et comme un égoïste, comme un anglomane, le négociant qui, à l'aide d'une infatigable industrie, acquitte les énormes contributions que les circonstances ont rendues indispensables, et qui seules jusqu'ici ont soutenu la république. C'est en fomentant des haines, en exaspérant les républicains, que ces artisans de discordes civiles appellent chaque jour de nouveaux malheurs sur la patrie, et préparent insensiblement la ruine et le bouleversement de l'état. Indifférens sur les moyens, ils embrassent indistinctement tous ceux qu'ils croient propres à favoriser leurs desseins. Tantôt souples, tantôt insolens, mais toujours perfides, ils flattent ou déchirent. Délateurs par état, lâches par caractère, ils calomnient ceux qu'ils n'ont pu corrompre; et après avoir mystérieusement fabriqué de prétendus complots, de feintes trahisons, ils provoquent à grands cris la surveillance des agens français, pour détourner des maux qui n'existent que dans leurs projets fantastiques.

Pour quelle fatalité n'a-t-on pas su déceler les pièges qu'on tendoit à la bonne-foi ? Comment a-t-on pu se laisser aussi facilement assiéger de vaines terreurs, accueillir avec tant de zèle de coupables rapports, de sinistres prédictions, des dénonciations aussi ridicules qu'impudentes, et s'en rendre l'écho auprès du gouvernement français ? Comment n'a-t-on pas prévu les effets désastreux que devoient nécessairement produire les soupçons dont on environnoit une administration naissante ? Comment n'a-t-on pas senti que les insinuations échappées à un patriotisme inquiet et ombrageux pouvoient détruire la confiance et l'estime que se doivent réciproquement les premiers magistrats de deux nations amies et indépendantes ? Comment n'a-t-on pas senti sur-tout, qu'au moment où le crédit des Bataves déjà si altéré par les secousses inséparables d'une grande révolution, étoit servir les vœux les plus chers du ministère britannique, et que le jour où ce crédit, pour eux le principe de la vie, de la force et de la puissance, seroit frappé de mort, ce jour-là leur république n'auroit plus à offrir à ses alliés que des marais férides, et à l'Europe consternée que l'affreux spectacle d'un peuple cruellement trompé dans ses espérances, se débattant dans les convulsions d'une horrible agonie !.....

Oui, c'est à cette infernale tactique des délations, à cette odieuse proscription de tout ce qu'il y a de bon, d'honnête et d'éclairé, à

est art perfide de tout révolutionner, de tout dénaturer, de tout corrompre, que l'astucieuse Angleterre doit ses succès, les républicains leurs pertes, les républicains leurs malheurs, et les Bataves ce manque d'égards et de procédés, ces traitemens offensans qui ont été si souvent le motif de leur douleur profonde et le sujet de leurs plaintes.

Le gouvernement batave est aussi intimement persuadé d'avoir indiqué la source de tous ces maux, qu'il est convaincu de la nécessité d'y porter le remède le plus prompt et le plus efficace : il est tenu de prouver à l'Angleterre, à l'Europe, que la république française est trop généreuse, trop grande, pour adopter ce système des républiques tributaires ; qu'au contraire elle reconnoît qu'elle veut dans toute sa latitude l'égalité des peuples ; et que riche de ses propres ressources, satisfaite de sa gloire, elle ne desire que des amis, des amis puissans et fidèles.

Le gouvernement batave, fort de la pureté de ses intentions, n'a ni ne peut avoir de secrètes pensées pour le directoire français. Il sait que les destinées des deux peuples sont irrévocablement enchaînées l'une à l'autre ; qu'il faut triompher ou périr ensemble ; terrasser les mêmes ennemis, ou en être écrasés ; faire respecter les républiques par une même énergie et l'exemple de leur bonheur domestique ; comprimer dans l'intérieur toutes les factions, et que dans cette lutte sanglante du républicanisme contre la royauté, il faut qu'aux calculs de la prudence, aux prodiges de la valeur, les républicains réunissent le courage de tous les sacrifices.

Le peuple batave ne restera point en arrière dans cette lutte périlleuse. Pendant les orages qui ont précédé l'établissement de sa constitution, il a appris à distinguer ses vrais amis et ses vils séducteurs. Il honorera les uns et punira les perturbateurs de son repos, quels que soient leurs masques et leurs bannières. Fatigué des longues commotions qui ont ébranlé son crédit, anéanti son commerce, il sent que ce n'est qu'avec la paix intérieure qu'il peut réparer ses pertes, que de nouvelles tempêtes révolutionnaires engloutiraient le vaisseau de l'état, et que le salut de tous commande impérieusement à tous l'ordre, le calme et la sagesse.

D'après ces considérations, le directoire batave, jaloux de dissiper les nuages par lesquels les ennemis des deux peuples ont voulu obscurcir les premiers jours d'une alliance jurée pour la prospérité des deux républiques, jaloux d'ôter tout prétexte à la calomnie, de détruire à jamais tout soupçon, toute méfiance et d'établir les véritables rapports qui doivent subsister entre les deux gouvernemens, s'empresse de faire ici sa profession de foi, et d'expliquer hautement toute la politique de son système.

Ce système qui dirigera constamment le gouvernement batave se réduit à son attachement inviolable à la Constitution démocratique, aux principes républicains ; à l'accomplissement fidèle des engagemens de la république batave envers la république française ; à la ferme résolution de réprimer vigoureusement l'orangisme et les agitateurs, de contenir ou de chasser tous les factieux ; à sa haine profonde contre le gouvernement oppresseur de l'Angleterre ; au déploiement de toutes ses ressources pour secondier les mesures que le gouvernement français adoptera contre cet ennemi ; à mettre, pour en assurer l'effet, sur le pied le plus respectable et selon l'étendue de ses moyens les forces de terre et de mer de la république batave ; à offrir ces forces pour le succès des communs efforts ; à se concerter avec la république française sur leur destination et leur emploi, et à laisser à la France, dans la combinaison des plans militaires, l'initiative que lui donne naturellement l'ascendant de ses destinées !...

Sans doute que le directoire convaincu de la sincérité du gouvernement batave, par l'exécution rigoureuse de ses promesses solennelles, se hâtera d'en favoriser les heureux développemens ; sans doute qu'il montrera que l'indépendance de son allié lui est chère et sacrée ; qu'il la fera respecter en la respectant lui-même ; qu'il rappellera à ses agens en Hollande qu'il n'y a d'influence durable que celle qui est fondée sur l'estime et la considération publiques ; que c'est sur ces principes qu'ils doivent régler leur conduite dans

leurs relations avec les différentes autorités ; et qu'il est d'autant plus instant de se conformer à ces principes, que le peuple batave, connu dans tous les tems par la franchise de son caractère, son irritabilité contre la hauteur et les dédains, et son extrême sensibilité pour les plus légères marques de bienveillance, ne distingue et n'apprécie les hommes que par leurs vertus, leurs talens, l'aménité de leurs formes, leur modestie dans les rapports sociaux et leur inflexible sévérité contre les ennemis de l'ordre public ; il leur rappellera sans doute aussi que la batavie n'est point une conquête, que son antique histoire atteste l'indomptable fermeté qu'elle opposa toujours à la tyrannie, que ses habitans long-tems avant l'arrivée des français combattirent contre le stathouderat, et que l'accueil qu'ils leur ont fait a prouvé au monde entier qu'ils recevoient des frères et non des vainqueurs, des amis et non des oppresseurs... ; mais ce qui sur-tout n'échappera point à la sagacité du directoire, c'est la nécessité de protéger, de rendre à son ancienne splendeur le commerce des Bataves. Le directoire fera donc sentir à ses agens ce qui n'a point été encore assez fortement senti : que le commerce est à la Hollande ce que l'agriculture est à la France, et que de même, que sans agriculture le colosse de la république française ne seroit plus qu'un squelette sans couleur et sans vie, de même aussi la république batave disparaîtroit avec son commerce ; que l'Angleterre seule peut désirer cette catastrophe, que sa politique et sa jalousie, son luxe et ses impôts, son avarice et sa prodigalité, son ambition et son orgueil, son existence factice et sa vanité, ses dépenses et son bilan ; que tout enfin lui impose l'exécration de devoir d'aspirer au commerce exclusif, à la navigation exclusive, au monopole de l'univers ; que c'est à ce monopole qui renferme avec lui tout le secret des ressources et des moyens de l'Angleterre, qu'il faut attribuer le despotisme qu'elle exerce sur les mers, et les malheurs qui dans le cours de la guerre actuelle ont pesé sur les neutres ; que c'est à la violation de cette neutralité qu'elle doit l'or qui acquitte ses subsides, et que fière de tant d'avantages elle s'opposera constamment aux efforts d'une république active et industrielle, qui s'étant soustraite à son influence, entend trop bien ses véritables intérêts pour devenir jamais l'instrument de sa domination et de ses caprices !...

Voilà un système fécond en résultats de gloire et de bonheur : voilà le système qui convient à deux nations généreuses, le seul qui soit digne de leur honneur et de leur loyauté. L'Angleterre veut les diviser pour les asservir ; l'Angleterre doit être vaincue par leur union ; que la confiance la plus intime succède aux préventions de la malveillance ; que de part et d'autre on ne rivalise que d'égards, de procédés et de sacrifices pour la cause commune ; que l'énergie redouble avec les dangers ; que les Français et les Bataves ne forment qu'une même famille sous des titres différens, et bientôt l'on appréciera à sa juste valeur l'amitié d'un peuple aussi jaloux de ses droits et de son indépendance, qu'il est respectable par ses mœurs, recommandable par ses travaux et distingué par son courage.

En vous invitant, citoyen ministre, à mettre incessamment cette note sous les yeux du directoire ; permettez-moi de m'applaudir d'être dans cette circonstance solennelle l'interprète d'un gouvernement qui manifeste des intentions aussi pures, des idées aussi libérales. Vous savez avec quelle constance, j'ose même dire avec quelle tenacité depuis mon arrivée dans cette capitale, je vous ai entretenu des projets également salutaires aux deux peuples ; qu'il avoit conçus pour resserrer encore le nœud de l'amitié, qui doit exister entre eux ; puisse la démarche fraternelle que je fais aujourd'hui, en son nom, réunir tous les esprits et tous les cœurs ! puissent les destinées de nos républiques conjurer tous les orages ! puisse bientôt une paix glorieuse provoquée par un redoublement d'efforts et d'énergie, procurer aux Français et Bataves toute la prospérité qu'on a droit d'espérer d'une alliance fondée sur le sentiment et la raison.

Agrez, citoyen ministre, l'hommage de ma haute considération.
Signé, R. J. SCHIMMELPENNINGK.